

## [Texte]

committee, Energy, Mines and Resources, and Environment Canada. This makes it very difficult for those of us in the utility business or in industry to address, as access to these committees is not always easy. In our view, Canada would be far better served if all efforts were co-ordinated.

• 0920

Our second area of concern is inappropriate regulation. Fossil-based generation being targeted exclusively, as cited in the DPA study, will lead everyone to look at those smoke stacks and say, there is the problem. Up to 70% of our capacity will have to be replaced due to premature abandonment. We will deny the use of regional natural resources for power generation, the coal industry, for example.

Exempt transportation and industry, which represents 60% of the CO<sub>2</sub> problem, while the utilities represent 20%. Inappropriate regulations will stifle research and development initiatives for finding corrective technologies.

We also believe that inappropriate regulation will end up transferring the problems of others to the electrical utilities. It is quite obvious that you can replace energy using electric heat of some manner, and it will lead to delay and cancellation of major projects.

Our third area of concern is the financial impact on a utility such as ours. A 20% reduction in CO<sub>2</sub> would result in a \$1.5 billion expenditure by Saskatchewan Power by the year 2000. With a 50% reduction we would reach \$2.5 billion in the same year. This is because we are now in the throes of building a brand new plant. We are well committed and construction is underway.

Once again I must repeat that industry contributes 20% to the CO<sub>2</sub> problem, transportation contributes 30% and the electric power industry contributes 22%.

If Canada's entire 20% reduction were to come from the electric power industry, Canada's fossil fuel generation would be shut down. For Saskatchewan this would mean the loss of hundreds of jobs and millions of dollars invested in the coal industry and, as I have already said, in the utility industry.

Certainly one of the things that makes Canada very competitive is its electrical rates. We can compete with anyone in the world. We must keep that in mind. We have a competitive edge and let us not step on the edge.

These billions of dollars would increase SaskPower's current high rates, adversely affect our customers and have a devastating affect on our economy. In particular, farmers in rural Saskatchewan are going through extremely hard times due to low markets and high cost of production. We are all familiar with that. Our industrial

## [Traduction]

permanent, le ministère de l'Énergie des Mines et des Ressources et Environnement Canada. Cela nous complique beaucoup la tâche puisque l'accès à des comités n'est pas toujours facile. Nous estimons que les intérêts du Canada seraient beaucoup mieux servis si l'action était coordonnée.

Nous craignons en deuxième lieu que des règlements inappropriés ne soient adoptés. Comme seule la production d'électricité à partir des combustibles fossiles est touchée, dans l'étude de la DPA notamment, les gens verront dans nos cheminées la seule source du problème. Des installations représentant près de 70 p. 100 de notre capacité devront être remplacées prématurément. Nous allons aussi priver de débouchés l'industrie houillère régionale.

On a choisi d'exempter l'industrie et les transports, qui sont responsables de 60 p. 100 du problème de CO<sub>2</sub>, alors que les services publics d'électricité n'interviennent que pour 20 p. 100. Des règlements mal conçus ralentiront la recherche et le développement destinés à mettre au point des techniques d'assainissement.

De tels règlements risquent aussi de rejeter sur les services publics d'électricité les problèmes des autres. En effet, on peut substituer l'électricité à une autre forme d'énergie, ce qui risque de retarder ou même de supprimer des projets d'envergure.

En troisième lieu, nous redoutons les conséquences financières. Par exemple, une réduction de 20 p. 100 du CO<sub>2</sub> coûterait 1,5 milliard de dollars à la Saskatchewan Power d'ici à l'an 2000. Une réduction de 50 p. 100 coûterait 2,5 milliards de dollars. Cela tient au fait que nous sommes en pleine construction d'une nouvelle centrale. Les travaux sont déjà bien avancés.

Je le répète à nouveau: la responsabilité du problème de CO<sub>2</sub> s'établit comme suit: à 20 p. 100 pour l'industrie, 30 p. 100 pour les transports et 22 p. 100 pour les centrales électriques.

Si la totalité de la réduction de 20 p. 100 devait venir des centrales électriques, il faudrait mettre fin à la production d'électricité à partir des combustibles fossiles du Canada. Pour la Saskatchewan, cela représenterait la perte de centaines d'emplois et de millions de dollars investis dans l'industrie du charbon et dans les services publics.

Il ne fait pas de doute que nos tarifs d'électricité sont un important facteur de compétitivité pour le Canada. Nos prix soutiennent la comparaison avec ceux pratiqués dans le monde entier. Ne l'oublions pas. Nous avons un avantage qu'il ne faut pas perdre.

Ces milliards de dollars feraient monter les taux d'électricité déjà élevés de la SaskPower, nuiraient aux intérêts de nos clients et auraient un effet dévastateur sur notre économie. La situation de nos agriculteurs est extrêmement difficile à cause de la fragilité des cours et des coûts élevés de production. Nous savons tout cela. Nos